Info Birmanie
74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél : 01 46 33 41 62

# Les Nouvelles de Birmanie

NOVEMBRE 2009

SOMMAIRE :

• **Actualités :**

Recours d'Aung San Suu Kyi devant la cour suprême

Démission du n°4 du SPDC

Journalisme et répression

La politique américaine en Birmanie

Résolution à l'Assemblée Générale de l'ONU

• **Eclairage :**

Pressions sur les groupes ayant signé des accords de cessez-le-feu

• **Point de vue :**

Le hip hop comme échappatoire pour la jeunesse birmane

• **Portrait**

U Win Tin

• **Chronique littéraire**

*Une vie de dissident* de Win Tin

• **L'interview**

Sophie Malibeaux, de RFI

• **Passons à l'action**

Offres Noël et Amazon

• **Evènements**

3 décembre à Pau (64)

5 décembre à Strasbourg (67)

10 décembre à Bourges (18)

13 décembre à Paris (75)

• **Nous soutenir, nous rejoindre**

## Edito

L'actualité de la Birmanie fut riche ces dernières semaines, et le pays fait parler de lui dans les cercles diplomatiques. Si de nombreux observateurs qualifient la période actuelle de particulièrement intéressante, tous cependant font preuve de méfiance devant ces actualités et l'espoir de changement.

Les plus optimistes soulignent le nouvel engagement américain et un dialogue naissant entre Aung San Suu Kyi et le régime birman, interrompu depuis 2003. Pourtant les précédents signes d'ouverture ont toujours constitué des expériences amères. La Birmanie et les Birmans ont connu de nombreux faux espoirs qui les empêchent de s'enthousiasmer aujourd'hui.

La plupart adopte une position d'attente. Personne ne sait pronostiquer un succès de l'entreprise américaine. Surtout, nul ne saurait parier sur une réponse positive de Than Shwe à l'offre de réconciliation et de dialogue d'Aung San Suu Kyi.

Une seule chose est sûre: l'atmosphère de suspicion et de crainte qui règne dans le pays est en tout cas loin de disparaître. Ceux qui oeuvrent pour un changement politique sont traqués et espionnés. Les journalistes et leurs assistants sont interrogés en permanence et doivent justifier tous leurs déplacements.

Il n'y a donc pas vraiment lieu d'être euphorique, si ce n'est pour saluer les prix reçu récemment par quelques journalistes birmans ; ces journalistes ont mis leur liberté en péril pour rendre compte de la réalité de leur peuple. Et quel péril puisque aujourd'hui les réalisateurs de « Burma VJ » et de « Orphans of the Burma's Cyclone » ont reçu la nouvelle de leurs récompenses depuis la cellule de leur prison. Ils avaient osé braver l'interdiction de « filmer sans autorisation »…

Sans condamner les maigres espoirs qu'ont pu susciter les dernières actualités birmanes, rappelons aussi que le quotidien birman est celui de journalistes emprisonnés tous les jours, d'opposants politiques arrêtés, de travailleurs forcés, de crise alimentaire…

Bonne lecture,

L'équipe d'**Info Birmanie**

# Actualités

## Aung San Suu Kyi

**Recours d'Aung San Suu Kyi devant la cour suprême**

Les avocats de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi ont déposé un recours vendredi devant la Cour suprême contre sa condamnation à 18 mois supplémentaires d'assignation à résidence. "Nous avons soumis l'appel à la Cour suprême. Nous devons attendre pour savoir si la Cour accepte de l'examiner", a indiqué Kyi Win, principal avocat de l'opposante. La requête a été confirmée par un responsable birman.

**Le numéro 4 de la junte a démissionné**

Le Général Tin Aung Myint Oo a démissionné de façon assez inattendue. La nouvelle n'est pas parue dans les journaux officiels birmans. Un protégé du Général Than Shwe, le Lieutenant-Général Myint Swe a été nommé à sa place. Tin Aung Myint Oo incarnait une ligne militaire dure et affichait une carrière exemplaire au sein de l'armée birmane.

Des rumeurs évoquent une brouille entre un petit-fils de Than Shwe et le fils de Tin Aung Myint Oo . Le conflit porterait sur un café de Rangoon. Than Shwe aurait eu vent de l'histoire et demandé des comptes à Tin Aung Myint Oo…

## Répression

**Répression de journalistes**

Alors que le documentaire « Orphans of the Burma's Cyclone » a remporté le Prix Rory Peck, les journalistes birmans à l'origine du documentaire ne sont pas prêts de le célébrer. Le cameraman connut comme « T » a été arrêté à la sortie d'un cyber-café et emmené à la prison d'Insein. Il est accusé d'avoir « filmé sans l'accord du gouvernement » et risque dix ans de prison. Son collègue, « Z », se cache en Thaïlande. Treize autres caméramans sont déjà emprisonnés à Insein. Tous travaillent pour la Democratic Voice of Burma et ont été arrêtés depuis la Révolution Safran de 2007.

Les généraux ont toujours tout fait pour contrôler étroitement les images et témoignages de leur pays. Des espions omniprésents rendent le métier de journaliste extrêmement risqué et les journalistes étrangers ne sont quasiment jamais autorisés à entrer dans le pays.

Internet et des caméras plus petites offrent aux journalistes dissidents de nouveaux moyens d'action. Les images de la révolution Safran diffusées à travers le monde ont incité les généraux à adopter une nouvelle loi interdisant de filmer sans autorisation. Democratic Voice of Burma dit avoir une centaine de journalistes opérant en Birmanie actuellement.

Reporters Sans Frontière a également dénoncé le traitement infligé à un jeune blogger pour avoir diffusé des images et des reportages sur la Révolution Safran. Il risque quinze ans de prison. Enfin quatre autres journalistes auraient été arrêtés récemment ; Paing Soe Oo, freelance, Thant Zin Soe de Foreign Affairs, Nyi Nyi Htun, freelance et Khant Min Htet, graphiste et poète.

**Le documentaire Burma VJ sélectionné pour les Oscars**

Le documentaire « Burma VJ » fait partie de la liste de films pressentis pour les nominations aux Oscars en 2010 dans la catégorie documentaire. « Burma VJ » a déjà remporté 33 prix dont le World Cinema Documentary Film Editing et le Golden Gate Persistence of Vision, et plus récemment le grand prix du festival 4 Ecrans à Paris.

Réalisé par le danois Anders Ostergaard, le documentaire "Burma VJ" place le spectateur au coeur du mouvement de contestation qui a éclaté en Birmanie en 2007, en s'appuyant sur les vidéos tournées secrètement par des journalistes locaux malgré les menaces de répression. Bravant les risques de tortures et d'enfermement, de jeunes citoyens birmans ont filmé la réalité des rues de Rangoon, puis leurs images ont ensuite été envoyées clandestinement à l'extérieur du pays pour être mises à disposition des media internationaux.

## Aide Humanitaire

**Rumeurs de départ des ONG internationales pendant les élections**

Aucune déclaration officielle n'a été faite par les ministères birmans, mais plusieurs rumeurs évoquent une suspension du travail des ONG internationales de mai à octobre 2010 pendant la période des élections.

Des retards dans l'attribution de visas à des travailleurs humanitaires étrangers sont apparus depuis plusieurs mois. Ces retards entravent le travail des humanitaires dans la région du Delta où ont lieu les opérations post-urgence suite au cyclone, mais des difficultés apparaissent aussi pour les programmes situés dans d'autres régions du pays.

Les ONG internationales sont confuses et ne savent pas si la suspension viserait toutes les ONG étrangères présentes dans le pays ou seulement celles intervenant dans le Delta depuis le cyclone Nargis.

## Minorités ethniques

**Des villageois obligés de fuir face au travail forcé**

La construction d'une clôture à la frontière entre la Birmanie et le Bangladesh constitue une nouvelle source d'inquiétude pour les villageois résidant dans cette région frontalière. Le Nasaka, force de sécurité frontalière birmane, oblige les habitants à travailler sur le chantier, sans offrir aucune compensation financière. Des villageois qui ont fui le chantier après quatre jours de travail sont poursuivis. Des membres du Nasaka se rendent directement dans les maisons pour arrêter les réfractaires. Les villageois sont obligés de se cacher et sont incapables de travailler pour nourrir leurs familles. Ces dernières se retrouvent confrontées à de graves difficultés alimentaires.

## Nations unies et Communauté internationale

**Les Etats-Unis de plus en plus impliqués en Asie du Sud-Est**

Le 20 novembre, l'administration américaine déclarait qu'elle espérait que les récents événements en Birmanie - les rencontres entre Aung San Suu Kyi et les diplomates et dirigeants – mèneraient à un dialogue entre la junte et l'opposition. La libération d'Aung San Suu Kyi et des autres prisonniers politiques ainsi qu'une reprise du dialogue sont affichées comme une priorité par l'administration américaine. Le président américain Barack Obama s'est entretenu avec le Premier ministre Thein Sein lors d'une rencontre historique. Aung San Suu Kyi a elle-même rencontré Kurt Campbell, assistant du Secrétaire d'Etat américain, le 4 novembre. Barack Obama a personnellement demandé à Thein Sein la libération de tous les prisonniers politiques. Cependant il n'a pas réussi à obtenir une mention des prisonniers politiques dans le communiqué final de la réunion qui rassemblait également les leaders d'Asie du Sud-Est. Malgré des rumeurs ces dernières semaines, beaucoup d'analystes doutent d'ailleurs des possibilités de faire libérer la leader de l'opposition.

**Les Nations unies adoptent une résolution sur la Birmanie**

Un comité spécial de l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution contre les atteintes aux droits de l'Homme en Birmanie et en Corée du Nord. La résolution non contraignante souligne les grandes préoccupations de la communauté internationale sur la situation des droits de l'Homme en Birmanie. Le Comité appelle également à la libération d'Aung San Suu Kyi et des plus de 2100 prisonniers politiques pour garantir des élections libres, justes et transparentes.L'envoyé de la junte aux Nations unies a rejeté la résolution la qualifiant de défaillante et subjective.

**La France s'associe aux Etats-Unis pour demander la libération d'Aung San Suu Kyi**

Le Ministre des Affaires étrangères français a suivi la demande du président américain de libération d'Aung San Su Kyi et de tous les prisonniers politiques birmans. Il a déclaré que les élections de 2010 ne seraient pas crédibles si les prisonniers ne sont pas libérés. Pour le ministre, il appartient désormais au gouvernement birman d'agir.

**L'ambassadeur des droits de l'Homme auditionné sur la Birmanie**

Le 10 novembre 2009, le Groupe Birmanie de l'Assemblée Nationale, présidé par Aurélie Filippetti a auditionné, en présence de M. Axel Poniatowski, (Président de la commission des affaires étrangères), M. François Zimeray, ambassadeur des droits de l'homme sur la situation en Birmanie. Les parlementaires du GEVI ont fait part à M. Zimeray de leur préoccupation devant la constante dégradation des droits de l'homme en Birmanie, de la situation catastrophiques des réfugiés aux frontières de la Thaïlande et de la Malaisie et de celle tout aussi dramatique des Rohingyas (minorité musulmane) à la frontière du Bangladesh. Aurélie Filippetti a souhaité qu'une mission d'information des parlementaires puisse être organisée aux frontières de la Birmanie, dans les camps de réfugiés dès le premier trimestre 2010.

**Les crimes commis en Birmanie évoqués durant une réunion de la cour pénale internationale**

Pour la première fois, un délégué d'une ONG birmane a assisté à l'Assemblée des États Parties au Statut de la Cour Pénale Internationale , du 18 au 26 novembre dernier. Aung Htoo, le Secrétaire Général en exil du Burma Lawyers' Council (BLC) s'est rendu à La Haye pour évoquer les crimes présumés contre l'humanité, les crimes de guerre et autres violations des droits de l'Homme perpétrés par le régime birman.

S'adressant à l'Irrawaddy, Thein Oo, le président du BLC a déclaré : « nous avons l'intention de témoigner des scènes de crimes et d'atteintes aux droits de l'Homme perpétrées par la junte, et de coopérer avec la Cour Pénale Internationale pour créer un réseau régional prenant plus de mesures à l'encontre la junte ». Le représentant attend de la Coalition Internationale pour Cour Pénale Internationale qu'elle profite de la présence des représentants de la Chine et d'autres grandes puissances mondiales à l'Assemblée pour exercer davantage de pression sur la junte.

Les autorités birmanes ont placé sur liste noire en avril 2009 l'organisation BLC en la déclarant illégale et « ennemie de l'état », lors d'une campagne de diffamation menée par la presse aux mains du pouvoir ; cette campagne accusait les membres de la BLC qui travaillaient avec la Cour Pénale Internationale de « violer l'autorité de la loi de Birmanie ».

# Eclairage

## Ce mois ci: Pressions sur les groupes ayant conclu un cessez-le-feu

Dans l'est de l'état Shan, les tensions se sont à nouveau aggravées dans les zones de cessez-le-feu. Toutes trouvent leur origine dans la pression accrue que met la junte birmane sur les groupes ethniques armés ayant conclu des cessez-le-feu pour qu'elles rentrent dans ce qu'elle nomme « le cadre légal » et intègrent l'armée gouvernementale en tant que gardes-frontières.

En août dernier, les combats entre l'armée gouvernementale et celle de la région spéciale de Kokang, la MNDAA – Myanmar National Democratic Alliance Army - sous la conduite du leader Peng Jiasheng, avaient entraîné la fuite de 37.000 personnes vers la Chine. Peng Jiasheng a fui la région, avec 1500 hommes, région qui est maintenant administrée conjointement par l'armée birmane et un groupe dissident de la MNDAA, réclamant la reddition de Peng Jiasheng. Ce dernier demande à la junte de ne pas reconnaître le nouveau groupe armé, arguant qu'il ne représente pas les habitants du Kokang.

Pendant ce temps quelques uns des 37.000 réfugiés sont rentrés chez eux, craignant le pillage de leurs magasins ou de leurs terrains.

Peng Jiasheng, suivi de 1500 de ses hommes, pourrait s'être réfugié dans la région Wa. Il est en effet très proche de Bai Youxiang, leader de l'UWSA (United Wa State Army) qui à l'instar de la Mongla Army, de la SSA-N (Shan State Army North) ou de la KIA (Kachin Independance Army) représentent des alliés du groupe armé initial du Kokang. L'USWA, le plus grand groupe ethnique armé ayant conclu un accord de cessez le feu avec le gouvernement, avait soutenu l'armée du Kokang en août dernier. Aujourd'hui elle observe le déploiement de nouvelles troupes de l'armée birmane dans la région Wa et se prépare au conflit.

Depuis le début du mois d'octobre, les responsables de la SSA-N ont eux aussi observé un nombre accru de convois militaires de la junte traversant leur zone de cessez-le-feu. Se déplaçant essentiellement la nuit contrairement à leurs habitudes, ces convois transportent des centaines de soldats, des munitions, et probablement des armes lourdes. Un officier de haut rang de la SSA-N voit trois raisons à ce trafic nocturne: une provocation des groupes ayant conclu des cessez-le-feu, une estimation du niveau de préparation de ces groupes et le transfert d'armes lourdes sans témoin. Par ailleurs, le commandement de la région nord-est de l'état Shan, établi à Lashio, a demandé l'envoi d'un plus grand nombre de troupes, de ravitaillement et spécifiquement de nourriture qui pourrait être stockée des mois durant dans les zones faisant face aux bases et aux quartiers généraux de la SSA-N, dans le district de Hsipaw. Dans ce contexte tendu, le Major Général Sai Nawng, un des deux présidents honoraires de la SSA-N a été retrouvé mort à Hspipaw le 11 octobre dans de mystérieuses circonstances. Il s'agirait d'un assassinat maquillé en suicide. L'autre président honoraire de la SSA est le Major Général Hso Ten, qui avait négocié le cessez-le-feu avec la junte en 1989, et qui purge aujourd'hui une peine de 106 ans de prison.

*Suite la page suivante*

# Eclairage

## Pressions sur les groupes ayant conclu un cessez-le-feu (suite)

En même temps qu'elle continue d'envoyer plus d'armes, de ravitaillement et de soldats dans les zones de cessez-le-feu, la junte militaire presse les groupes ayant conclu ces trêves à donner réponse à sa requête de se transformer en forces de gardes-frontières. La date butoir initiale était fin octobre, finalement repoussée. Plusieurs des grands groupes armés ont déjà rejeté cette proposition, arguant que cette transformation les affaiblirait significativement et les placerait sous le contrôle direct du gouvernement. Des membres de l'UWSA ont rencontré des représentants du gouvernement à la mi octobre et leur ont indiqué que toute négociation ne serait possible qu'après l'élection d'un gouvernement civil l'an prochain. Depuis, le gouvernement est resté muet, mais ses troupes ont encore multiplié leur activité dans la région Wa.

Parmi les groupes ayant répondu favorablement à cette requête, la National Democratic Army-Kachin (NDAK) a envoyé 10 élèves officiers dans la capitale de l'état Kachin, Myitkyina, pour recevoir leur entraînement d'officier dans une base de l'armée birmane. Selon l'ancien porte parole du groupe, la NDAK se prépare à installer trois bataillons de gardes frontières et aimerait entreprendre cette transformation avant la fin de l'année.

**Troupes de la DKBA**

Dans l'état Karen, la DKBA vient quant à elle de présenter au SPDC une liste détaillant les bataillons qui deviendraient des gardes-frontières. Dans le même temps, et pour la première fois depuis 1994, la DKBA a entrepris des discussions avec l'armée rivale, la Karen National Liberation Army, branche armée de la Karen National Union. La DKBA avait un joué un rôle clé cette année dans l'offensive de l'armée gouvernementale contre la KNU qui avait entraîné la fuite de 4.000 civils en Thaïlande en juin dernier. Les détails de la discussion restent encore inconnus mais on sait qu'ils font suite à une lettre du moine U Thazana, autorité religieuse des hommes de la DKBA, pressant les deux factions à tirer des leçons du passé, à mettre fin au conflit et à coopérer d'ici le nouvel an Karen (en décembre). Un rapport de l'organisation KHRG (Karen Human Rights Group) paru début octobre montre que la sévère crise alimentaire qui touche la région est la conséquence directe du conflit Karen.

Ces derniers mois, la DKBA a recruté de nombreux soldats de force pour intensifier ses attaques contre la KNU/KNLA mais aussi pour préparer sa force de gardes-frontières sous le commandement du SPDC. Peinant à trouver un nombre suffisant de soldats volontaires, la DKBA a ordonné aux villages de fournir des recrues ou de payer de lourdes sommes pour engager un remplaçant (50 000 kyat soit environ 45$). Des villageois ont ainsi été arrêtés, et forcés de s'engager ou de payer pour éviter l'enrôlement. Ceux qui se sont enfuis ont été remplacés par leur fils ou leur épouse, et si ceux-ci refusaient, ils devaient à leur tour payer pour compenser le remplacement du déserteur. Des témoignages de déserteurs de la DKBA recueillis par la KHRG attestent que des enfants mineurs ont aussi été recrutés. Ils font aussi état des conditions sanitaires et alimentaires déplorables dans les camps d'entraînement.

Dans l'état Mon, le New Mon State Party, a quant à lui demandé au SPDC de stopper toutes ses tentatives de transformer les groupes armés ayant conclu des cessez le feu en forces de gardes-frontières. Les leaders demandent au SPDC la résolution des problèmes politiques par des moyens politiques, ils réclament aussi la libération de tous les prisonniers politiques.

Pour aller plus loin:

Independent Mon News Agency: http://www.monnews-imna.com/

Shan Herald News Agency: http://www.shanland.org/

Karen Human Rights Group: www.khrg.org/

# Point de vue

## Ce mois ci: Le hip-hop comme échappatoire pour la jeunesse birmane

**Premiers visés, les jeunes et surtout les rappeurs subissent censure, persécution et emprisonnement arbitraire.**

Leur rap évoque la dureté de la jungle urbaine, la misère, la violence et le désespoir. Au L.A. Hip Hop Club, au centre-ville de Rangoun, des concerts ont lieu tous les dimanches. Et ici, bien que bouddhiste, la jeunesse n'est pas réservée. La scène hiphop locale n'existe que depuis quelques années et compte environ 300 membres âgés en moyenne de 20 ans.

Yatha, 21 ans, est l'une des grandes figures du milieu hip-hop. Son appartement moderne est le lieu de réunion des rappeurs de Rangoun. Il a abandonné ses études et se consacre pleinement à la musique. Un morceau avec une chanteuse pop connue vient de lui rapporter 1.000 dollars. Une petite fortune en Birmanie. Contrairement à la majorité de la jeunesse birmane, ces jeunes ne vivent pas dans la misère. Leurs chansons, ils les fabriquent chez eux. Ils se sont adaptés à leurs moyens de production limités, et s'abstiennent de critiquer la situation politique dans leurs textes. Mais la jeunesse est sous pression. Car en 2007, aux côtés des moines, ce sont surtout les jeunes qui ont manifesté contre le gouvernement. Une révolte que les généraux ont matée en déployant leurs troupes. Depuis, la situation reste tendue. Quand on leur parle de politique, les jeunes réagissent avec cynisme: « On est presque libre, ici, on aime notre pays », assure Yatha.

S'ils ne mentent pas, ils risquent de connaître le même sort que le premier groupe de hiphop birman, Acid Crew, dont deux membres ont été arrêtés l'an passé et condamnés à sept ans de prison. Motif : propagande antigouvernementale et appartenance à un mouvement de jeunes d'opposition. Annega, fondateur d'Acid Crew, est le seul membre du groupe encore en liberté. Dans ses chansons, le groupe dénonce clairement le système. Annega a perdu son rôle de porte-parole et ne joue plus en public. Mais de plus en plus de gens pensent comme lui. A Rangoun, les membres des crews se distinguent et se reconnaissent par leurs tatouages spécifiques. Depuis l'arrestation de ses collègues, Annega vit dans la peur d'être emprisonné à son tour. Sa liberté actuelle, il la doit à son beau-frère, un homme d'affaires influent, qui a sans doute versé des pots de de vin, car la famille d'Annega n'est pas connue pour être proche du gouvernement. Le père d'Annega, Mim Mim Latt, était l'un des premiers chanteurs de rock au Myanmar. Il a fait de la prison pour avoir eu des contacts avec l'opposition. A sa sortie, c'était un homme brisé. Il est décédé il y a quelques années.

**Jacquette de CD de Annega**

**J-Me**

J-Me, un des rappeurs importants du moment, avoue avoir toujours voulu tout faire: devenir Andrea Bocelli ou réalisateur de film. Son père, chanteur, sa mère, actrice et chanteuse, lui ont donné goût à la musique. Il est l'un des seuls à pouvoir vivre de sa passion, avec un public majoritairement composé d'adolescents. Sa devise: *«Construis ta propre place. Il faut sortir de la boîte. Ne crois personne d'autre que les tiens.»* Il ne sait plus vraiment s'il est attaché à son pays, mais la famille demeure une valeur centrale. Selon lui, le hip hop birman n'incite pas à la violence bien que, pour tous les rappeurs d'ici, Eminem soit une référence. J-Me prend ces paroles au second degré: *«C'est pas de la violence, mais de la musique et il faut bien exprimer sa colère»*.

Un des problèmes de la musique birmane est la copie systématique de succès internationaux inconnus ici. L'importance de ce « copiage » est due à l'interdiction d'importer de la musique étrangère quelle qu'elle soit. La musique locale dans tous les styles a donc longtemps été isolée de la scène internationale. Mais malgré l'interdiction qui perdure, l'importation et la diffusion sont plus ou moins bien tolérées. La nouvelle génération d'artistes souhaite désormais composer sa musique et ses propres paroles.

*Suite la page suivante*

# Point de vue

## Le hip-hop comme échappatoire pour la jeunesse birmane (suite)

Avec son groupe, la *«J Crew»*, ils veulent participer à des compétitions à l'étranger; mais sortir de Birmanie nécessite beaucoup de relations et de l'argent, ce qu'ils n'ont pas pour le moment. Thxa Soe, 27 ans, est rappeur et DJ. Il vient de terminer un album en anglais qu'il souhaite exporter aux Etats-Unis. La censure est sa première motivation pour partir à l'étranger: six des douze pistes de son dernier album ont été censurées *«pour des raisons qu'on ne comprend pas toujours»*. Son but: obtenir un niveau international. Son credo, celui de Winston Churchill: «ne jamais abandonner». C'est sans doute ce que l'on peut souhaiter à la jeunesse birmane, celle qui doit vivre avec les préjugés qui demeurent sur son pays, de ceux à l'étranger qui ne savent pas qu'il existe une jeunesse qui chante, danse et skate. Une façon de prendre «leur liberté».

**Les plus engagés se retrouvent en prison**

Certains rappeurs vont encore plus loin et militent pour la libération d'Aung San Suu Kyi, leader de l'opposition, dont se réclame le groupe Myanmar Future Generations. Ce sont les stars du milieu underground. Leurs chansons circulent sur internet. Les rappeurs de Myanmar Future Generations sont recherchés. Interviewés par téléphone, ils témoignent : « En Birmanie, si un chanteur parle de politique, il passera sa vie en prison. Si je m'exprime publiquement, toute ma famille sera jetée en prison. Voila pourquoi on doit rester anonyme, on ne veut pas montrer nos visages ». La presse nationale, aux ordres du pouvoir, s'adresse aux parents de ces jeunes. Elle décrit le hip hop comme incompatible avec le bouddhisme. Une manière comme une autre de diaboliser le mouvement. Mais c'est aussi la preuve que le gouvernement prend la contestation des jeunes au sérieux.

Za Yar Thaw

En 2000, Za Yar Thaw et son groupe de musique composé de 5 membres (avec Yan Yan, Chan, Anagga et Hein Zaw), ACID, formé en 2001 à Rangoun, sortent le premier album hip hop de Birmanie intitulé « Départ » (Starting), qui reste numéro 1 des hits parades birmans pendant deux mois alors que l'on lui prédisait un flop commercial. Heureusement Zay Yar Thaw n'a pas pour habitude d'écouter ce que disent les gens. Il devient un des artistes les plus populaires de Birmanie, la star du hip hop du pays. Il fait profiter les jeunes artistes birmans de ses connaissances et de son expertise dans les domaines de la mode hip hop, du graffiti et de l'art des DJ. Lui-même est connu pour avoir adopté un style total hip hop avec jean baggy et casquette sur la tête. Ses performances scéniques sont ainsi provocantes et énergiques. L'engagement politique de Zay Yar Thaw débute au travers de sa musique en utilisant ses talents musicaux lors de concerts caritatifs. Il fait équipe avec les grands poètes birmans Saw Wai et Aung Way. Ils ont pris part à un concert de collecte de fonds en faveur du groupe de théâtre social Arc-en-ciel blanc (avec le comédien Zarganar). L'argent récolté est notamment destiné aux orphelins victimes du sida. Il va même plus loin en visitant avec un autre rappeur birman Nge Nge un orphelinat pour aider les enfants à apprendre l'anglais. Il est également membre du jeune mouvement « Génération Wave » (« Génération Onde »), fondé par quatre amis engagés politiquement depuis 1996 lorsqu'ils étaient au lycée. Génération Wave mène campagne contre la dictature militaire en écrivant et chantant des textes de protestation et en distribuant des tracts antigouvernementaux. Une des plus récentes campagnes, dont l'idée vient de Zay Yar Thaw, consistait à graffer des slogans dans tout Rangoon où on lisait les initiales « CNG » pour « Changer pour un nouveau gouvernement » alors que le gouvernement l'utilise pour « gaz compressé ».

Le 12 mars 2008, Zay Yar Thaw et ses amis Aung Zay Phyo, Arkar Bo, Thiha Win Tin, Wai Lwin Myo, Yan Naing Thu, sont arrêtés. Il est condamné à 6 ans de prison en novembre 2008, pour possession de devises étrangères et organisation d'un groupe illégal.

Voir le reportage d'ARTE sur le hip hop birman : http://www.arte.tv/fr/Echappees-culturelles/tracks/2914084.html

Et l'article sur le skate et le hip hop en Birmanie:http://www.gavroche-thailande.com/actualites/read.php?id=496

# Portrait

## Ce mois ci: U Win Tin

U Win Tin est un journaliste birman né le 12 mars 1929. Il était rédacteur du journal Hanthawati, vice-président de l'Association des Écrivains Birmans. Cofondateur de la Ligue Nationale pour la Démocratie, il a été un proche conseiller de Aung San Suu Kyi. U Win Tin a été arrêté le 4 juillet 1989, lors d'une répression contre les membres des partis politiques d'opposition. Trois mois plus tard, il est condamné à 14 ans de prison pour appartenance supposée au Parti Communiste Birman, interdit. Il est emprisonné à la prison d'Insein (près de Rangoon). En 1996, sa peine est rallongée pour violation des normes de la prison sur la possession de matériel d'écriture (possession d'un stylo et feuilles de papier). Lors de cette dernière condamnation, il s'est vu infliger sept ans de prison pour avoir communiqué aux Nations unies des informations sur les conditions de détention et pour avoir écrit et fait circuler en prison des pamphlets et des tracts antigouvernementaux. Les autorités ont considéré qu'il avait « diffusé secrètement de la propagande afin de provoquer des mutineries en prison ». Sa lettre à l'ONU, intitulée *« Témoignages de prisonniers d'opinion de la prison d'Insein injustement emprisonnés, exigences et demandes relatives aux violations des droits humains en Birmanie »*, décrivait le manque de soins médicaux et les actes de torture en détention. Pendant que les autorités enquêtaient sur la rédaction de ce document, U Win Tin a été placé dans une cellule destinée à des chiens militaires, dépourvue de couchage. Il a été privé d'eau et de nourriture pendant de longues périodes. À la suite de sa condamnation, U Win Tin a été transféré dans une enceinte spéciale de la prison d'Insein réservée aux prisonniers politiques de renom. Ce quartier est contrôlé par des agents des services de renseignement militaire, et non par l'administration pénitentiaire. Il est isolé du reste de la prison, de telle sorte que les prisonniers politiques des différents quartiers n'ont aucune occasion d'entrer en contact. La même année, il est transféré à la prison de Myingyan, au nord de Rangoon, où sa famille et ses amis ne peuvent plus lui rendre visite ou lui faire parvenir nourriture et médicaments. Malade, il a été transféré en 1997 à l'hôpital de Rangoon.

Il a reçu en 2001 le Prix mondial de la liberté de la presse décerné par l'UNESCO, ainsi que la plume d'or de la liberté. Il a été libéré le 23 septembre 2008 après avoir purgé l'intégralité de sa peine. Après 20 années de détention, sa santé s'est considérablement dégradée, il a notamment subi deux attaques cardiaques, mais il refuse obstinément de renoncer à toute activité politique. Depuis sa sortie, il tente de réorganiser la LND, en relançant notamment les réunions hebdomadaires du Comité central exécutif interrompues depuis 2003. Il rend également visite aux prisonniers politiques membres de la LND et à leurs familles. Il s'est promis de continuer la lutte et tente d'encourager les jeunes générations à prendre la relève. Il ose qualifier les futures élections de *« farce électorale »* à l'intérieur même du pays. Ses vingt années de détention sont loin d'avoir entamé son courage et sa détermination.

# Chronique littéraire

## Win Tin, une vie de dissident de Win Tin et Sophie Malibeaux

A la croisée de l'autobiographie et de l'analyse de la vie politique birmane, l'ouvrage *Win Tin, une vie de dissident*, est le témoignage unique d'une grande figure de la résistance birmane. Win Tin, journaliste birman émérite, a fait de la démocratisation de son pays le combat de sa vie. A travers son itinéraire, on voit la Birmanie, pays autrefois prospère, s'enfoncer dans la misère ; et les droits fondamentaux des citoyens être de plus en plus fréquemment bafoués par la dictature militaire. Refusant cette trajectoire pour le peuple birman, Win Tin choisit la plume comme arme et lutte ardemment pour le respect des libertés, notamment la liberté d'expression. Bras droit d'Aung San Suu Kyi, arrêté en 1989 en raison de ses convictions politiques, Win Tin connaîtra ensuite, vingt ans durant, la vie 'en cage' au sein de la prison d'Insein à Rangoon. Il relate dans ce livre le quotidien pesant et oppressant des geôles birmanes, la solidarité avec les autres détenus politiques, les efforts pour ne pas sombrer dans la léthargie, la privation de nourriture et le défaut de soins.

Il est aujourd'hui libre. Enfin presque. S'il a recouvré la liberté en septembre 2008, les services de renseignement continuent de le surveiller de près. Refusant la soumission, bravant la peur, Win Tin a immédiatement repris ses activités politiques à sa sortie de prison, et à 79 ans, demeure l'un des leaders les plus emblématiques.

Un livre exceptionnel, publié en France grâce à Sophie Malibeaux, reporter sur RFI et spécialiste de l'Asie, et coédité par Reporters Sans Frontières.

# L'interview du mois

## Sophie Malibeaux

**Info Birmanie: Racontez-nous comment est né ce livre… Aviez-vous ce projet en tête depuis longtemps ? Comment êtes-vous parvenue à le concrétiser, malgré les multiples contraintes ?**

Sophie Malibeaux: C'est une initiative de l'éditeur (Michel Lafon), qui a contacté RFI après avoir entendu sur notre antenne l'interview de Win Tin juste après sa libération. J'ai tout de suite évoqué la difficulté qu'il y aurait à mener à bien le projet, du fait de la surveillance mise en place autour de Win Tin. A peine sorti de prison, dans les interviews qu'il a accordées aux grands organes de presse étrangers et aux médias birmans de l'extérieur ont montré une détermination inébranlable de sa part à œuvrer pour la libération de tous les prisonniers politiques et se battre en faveur de la démocratie. Dans ces conditions, on pouvait se douter qu'il resterait étroitement surveillé par les autorités. Nous avons alors établi un contact avec lui, afin de s'assurer de l'intérêt qu'il portait à ce projet. Il s'est tout de suite montré enthousiaste — non pas pour renforcer sa propre notoriété — mais pour retracer les étapes du combat des Birmans pour la démocratie et le porter à l'attention d'un public aussi large que possible.

**N'avez-vous pas craint de mettre en danger la vie de Win Tin et d'offrir un alibi idéal à la junte pour l'arrêter et l'emprisonner de nouveau ?**

C'est une crainte persistante et un risque qu'il assume en toute connaissance de cause. Ce n'est donc pas à nous de le censurer une deuxième fois, d'autant qu'il se montre extrêmement lucide vis-à-vis des intentions de la junte à l'égard des opposants politiques. Il se fait fort de montrer l'exemple, il n'est peut-être pas libre de ses mouvements, mais il se dit « libéré de la peur », et agit en conséquence. Les militaires n'ont pas besoin de cet alibi pour l'arrêter de nouveau, il lui a déjà été signalé que le fait de continuer à porter la tenue bleue clair des prisonniers politique suffirait à le renvoyer derrière les barreaux.

**Alors que les gestes d'ouverture vis-à-vis de la junte se multiplient, notamment coté américain, ce livre rappelle la violence du régime militaire birman et son implacable volonté de supprimer toute opposition politique. Est-ce pour vous une façon de lancer un message d'avertissement à la communauté internationale, en perspective des prochaines élections ?**

Les tentatives pour inciter la junte à un peu plus d'ouverture sont intéressantes, mais ne suscitent pas un enthousiasme démesuré, chez Win Tin comme chez de nombreux Birmans dans la mesure où les généraux continuent d'emprisonner à tour de bras, et d'appliquer des peines de plus en plus lourdes contre des militants non violents.

Win Tin, depuis son engagement auprès de Aung San Suu Kyi en 1988 a la double casquette d'homme politique et journaliste. En tant que politique, c'est effectivement un message qu'il adresse à la communauté internationale. Cependant ce n'est pas le message d'un apparatchik du parti, c'est un engagement personnel, il se plaît à le répéter, il parle d'abord en son propre nom, et se risque parfois à des positions plus audacieuses que la LND. Car il n'hésite pas à dire à quel point le parti se trouve paralysé par tant d'années de répression. C'est pourquoi il insiste sur l'importance de la jeune génération, en tant que telle. C'est pour elle qu'il se bat aujourd'hui. Il souhaite les voir s'investir dans le combat politique. Pour lui, les élections telles que la junte prévoit de les organiser, n'ont aucun sens. Mais l'action politique ne se réduit pas à la participation à des élections. Par ailleurs, il reste journaliste dans l'âme, et travaille à porter à l'attention de la communauté internationale des faits bruts : concernant la situation dans les prisons birmanes et la privation totale de liberté politique pour les citoyens qui souhaitent s'engager dans ce domaine. C'est un combat auquel il n'a jamais renoncé, même du fin fond de la prison d'Insein où il raconte l'initiative des prisonniers politiques parvenus, en 1995, à communiquer sur les abus commis à leur encontre, avec le commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme.

**Dans ce contexte dictatorial, est-ce que vous considérez que faire du journalisme en Birmanie est un acte politique ?**

Si l'on considère le droit des citoyens à l'information comme l'un des piliers de la démocratie, quel que soit la situation, le journalisme est à mon sens un acte politique, au sens premier du terme. Evidemment, dans le cadre d'une dictature, cela devient un combat de tous les instants, et un métier à haut risque. Je parle des Birmans, non pas des étrangers, qui ne risquent pas les mêmes choses.

**On connaît les difficultés auxquelles les journalistes birmans doivent faire face, dans l'exercice de leur métier. Comment les journalistes français peuvent-ils appuyer leur travail, les aider à se former et à acquérir de l'expertise, sans pour autant les mettre en danger ?**

En fait, je pense que les journalistes birmans n'ont aucune leçon à recevoir des Français, ce serait plutôt le contraire, tant les Birmans se sont exercés à contourner la censure depuis tant d'années. Tout ce que l'on peut faire, c'est relayer leur travail, y prêter attention et garantir une large diffusion, comme nous le faisons à notre modeste échelle, à Radio France Internationale, lorsque nous citons les journalistes birmans et les informations qu'ils relaient par le biais des sites d'informations tels que Mizzima ou Irrawaddy par exemple. S'ils ont besoin d'aide, néanmoins, c'est sur le plan matériel, et concernant le soutien nécessaire à ceux qui se sont fait arrêter dans l'exercice de leur métier. Win Tin souligne lui-même l'importance de ce lien qu'il a avec l'étranger, grâce notamment à des organisations comme Reporters Sans Frontières ou Amnesty Internationale. Il dit que s'il se faisait de nouveau arrêter, personne n'oserait bouger le petit doigt à l'intérieur de la Birmanie , en revanche, il affirme se sentir tranquille, en partie du fait de ses « amis » de l'extérieur. Avec ce livre, tout ce que nous avons voulu faire, c'est agrandir le cercle des amis.

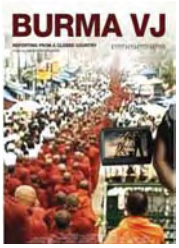
# Evènements

## Du 1er déc au 16 janv: exposition de photos « Rêves Sous Surveillance » à Strasbourg (67)

L'exposition d'une cinquantaine de photographies noir et blanc est construite autour de témoignages de résistants birmans (artistes, écrivains, journalistes, travailleurs ou moines). Vernissage le 5 décembre, en présence des photographes et d'Info Birmanie

**Entrée libre**
**Médiathèque Centre ville**
**3 rue Kuhn 67000 Strasbourg**

## 3 décembre: projection-débat à Pau (64) "Liberté d'expression en Birmanie, communiquer sous la dictature"




projection du documentaire **« Burma VJ » :** Burma VJ place le spectateur au coeur du mouvement de la révolution safran qui a éclaté en Birmanie en 2007, en s'appuyant sur les vidéos tournées secrètement par des journalistes locaux malgré les menaces de répression. Un film qui témoigne du courage de ces reporters clandestins, et de l'importance incontestable des médias indépendants dans la lutte contre le pouvoir totalitaire birman. Projection suivie d'un débat avec Info Birmanie et avec un étudiant de l'ESC Pau, qui a travaillé comme volontaire auprès des réfugiés birmans en Thaïlande.

**Entrée: 2 € — 19 heures**
**Parc des Expositions : 7, Boulevard Champetier de Ribes**
**64000 PAU**

## 5 décembre: émission de radio sur RFI "La marche du monde"

Emission La Marche du Monde de Valérie Nivelon sur RFI consacrée à Win Tin. Les invités sont Sophie Malibeaux et Claude Levenson.

## 10 décembre: projection-débat à Bourges (18)

projection du documentaire **« Derrière la Palissade »** : Portrait croisé de trois générations de femmes karen, exilées et en lutte. Lutte pour oublier le passé taché par la douleur. Lutte pour se contenter d'un quotidien à huis clos, derrière la palissade de bambous du camp de réfugiés. Reportage d'une grande humanité tourné dans le camp de réfugiés de Mae Hla, en Thaïlande. Projection organisée avec l'association Miroirs du Monde, suivi d'un débat avec Info Birmanie

**Entrée libre — 20 heures**
**Ecole Nationale des Beaux Arts**
**9 rue Edouard Branly (en face du parking Cujas)**
**18000 Bourges**

## 13 décembre: Conférence/projection/spectacle à Paris L'Asie et la liberté d'expression, de presse et media

A l'occasion de la journée internationale des droits de l'homme, diffusion de documentaires sur le non-respect des droits de l'homme en Asie, spectacle pour promouvoir les droits de l'homme, débats et témoignages. Evènement organisé par la Fédération des Pays Asiatiques pour les Droits de l'Homme (FPADH)

**de 14h à 18h**
**Musée national des arts et traditions populaires - 6, avenue du Mahatma Gandhi, 75016 PARIS - M° Sablons**

# Passons à l'action

## Offre Cartes postales et livres 'spécial Noël'

### Cartes postales

Envoyez une carte de voeux originale et militante en choisissant parmi nos cartes postales les modèles Aung San Suu Kyi ou la collection 'Birmans du Myanmar'. Du lundi 15 novembre au vendredi 25 décembre, un lot de cartes Aung San Suu Kyi offert pour un lot acheté ! (précisez 'Noel' dans le bulletin de commande)

### Rêves Sous Surveillance

du lundi 15 novembre au vendredi 25 décembre, l'ouvrage Rêves Sous Surveillance est au prix de 20 € au lieu de 25 € ! (précisez 'Noel' dans le bulletin de commande)

*Pour acheter un ou plusieurs articles, il vous suffit de télécharger le bulletin de commande sur www.info-birmanie.org*

## Offre AMAZON

Vous voulez profiter de ventes intéressantes sur Internet tout en soutenant Info Birmanie ? C'est possible grâce au partenariat entre le site de vente en ligne Amazon et Info Birmanie. En allant sur le site Internet d'Info Birmanie puis en cliquant sur le lien Amazon, vous pouvez acheter tous les produits commercialisés par Amazon, au prix public normal. La seule différence est qu'une partie du montant sera reversée à Info Birmanie !

N'hésitez pas à faire passer le mot autour de vous, c'est une action solidaire qui ne vous coûte rien !

74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél: 01 46 33 41 62
www.info-birmanie.org/
Mail: info_birmanie@yahoo.fr

**« Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre »**
**Aung San Suu kyi**

Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

**Valoriser** auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

**Alerter** les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

**Sensibiliser** la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des évènements culturels.

## *Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière :*

**Vous voulez agir**, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

**Proposer et développer des projets,** des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

**Faire partager votre expérience, vos compétences** en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

**Contacter Flore ou Isabelle**
**au 01 46 33 41 62 ou par mail**
**infobirmanie@gmail.com**